



COMPTE-RENDU BOYCOTT CTL DU 05-11-2020 NRP

Jeudi 5 novembre, avait lieu la première convocation du CTL sur la mise en place des restructurations prévues au 01/1/2021.

Les sections CGT, Solidaires, FO et CFDT ont unanimement boycotté cette instance après avoir lu la déclaration ci-jointe au verso.

Ecoeurant, le formatage de nos dirigeants ! Cela fait des années que les conditions de travail des agents à la DGFIP se dégradent, réformes après réformes, toutes sensées améliorer les choses, nous promettant monts et merveilles pour faire passer la pilule. À chaque fois, des promesses puis des dégradations de nos missions, la qualité de vie des agents, la reconnaissance professionnelle...

Pourtant le Directeur commence, sans aucune honte, à prétendre que c'est par « respect » pour les agents que la réforme doit se mettre en place après une longue attente. Il ajoute que les restructurations seront menées avec « respect » compte-tenu des mesures sanitaires. Rassurons-nous : « Notre bourreau nous respecte !!! ». A nouveau il soutient que tout sera « parfaitement parfait » après les restructurations, qu'elles sont nécessaires et que cela sera bien mieux pour les agents...

Francis PAREJA invoque des agents motivés à Briançon mais travaillant au sein d'une mauvaise structure. Quel mépris ! Quelle déconnexion de la réalité !!! Pour rappel, le département des Hautes Alpes a le bilan social le plus mauvais de la région. **Nous avons rapporté les témoignages des collègues exprimant leur désarroi, leur détresse, leur perte d'intérêt dans leur travail, leur mission...mais c'est de l'autisme en face de nous.**

L'intersyndicale propose à l'ensemble des agents qui veulent exprimer leur opposition aux projets de la Direction de participer à une action de communication qui aura lieu devant le Centre des Finances Publiques d'Embrun. L'ensemble des élus du département y seront conviés ainsi que la presse. Cette action débutera à 9H00 le vendredi 13, jour du Groupe de Travail SIP.

Assez des réformes pour casser le service public, les agents, les missions! La crise sanitaire et le masque nous mettent à mal. Notre Directeur souhaite nous achever ! Nous sommes bâillonnés, pieds et poings liés et le démantèlement de notre administration est en marche.

C'est insupportable ! Inadmissible !

C'est le moment d agir et de s'opposer !!!

Monsieur le Directeur,

Le Président de la République a annoncé, le 28 octobre 2020, la mise en place d'une nouvelle période de confinement qui doit permettre d'enrayer la propagation affolante du virus Covid-19 dans notre pays.

Alors que le gouvernement justifie ce nouveau confinement par une situation sanitaire pire qu'en mars, « l'intégralité des missions devrait être assurée » dicit Madame la Secrétaire Générale du ministère de l'économie, des finances et de la relance ! Monsieur Dussopt devient dans ce contexte totalement déconnecté de la situation actuelle en voulant poursuivre les réformes comme si de rien n'était.

L'intersyndicale **CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP05 et CFDT-Finances Publiques** s'est rendue dans les services DGFIP du nord du département lundi 2 novembre. Nous vous exprimons aujourd'hui la farouche opposition d'une très large partie des agents de la DGFIP des Hautes Alpes à vos restructurations prévues au 01/1/2021. Contrairement aux informations données par la direction, la plupart des agents vivent très mal la situation et réalisent un choix par défaut.

Nous demandons l'abandon des projets de suppression des SIP-SIE d'Embrun et de Briançon et de la fermeture de l'Argentière. A minima nous en demandons le report au 1/1/2022.

Comment concevoir la poursuite de ces restructurations dans le contexte actuel où le dialogue social est réduit à des audio, visio conférences ou du présentiel très restreint ? Comment demander aux agents de changer de ville, de métier, d'équipe de travail dans des conditions où les agences immobilières sont fermées, les consignes sanitaires demandent l'éloignement plutôt que le resserrement des équipes dans des locaux contraints...Cela est incohérent voire absurde !

Pour nos organisations, la priorité n'est pas à la mise en œuvre de vos réformes mais à la protection des agents.

Toutes les organisations syndicales ont demandé à la visioconférence du 29 octobre avec le Directeur Général, dédiée à la crise, la suspension immédiate de toutes les réformes, notamment celles des opérations prévues pour le tout début de l'année, tout en réaffirmant, pour celles signataires de ce courrier, leur opposition toujours farouche à vos projets destructeurs.

Le contexte est suffisamment anxiogène pour les agents. Leurs charges de travail, les sujétions et les retards accumulés du fait de la crise sanitaire, ainsi que le manque de personnels dans les services sont suffisamment lourds pour ne pas en rajouter. Leur imposer les réformes, restructurations, participations aux groupes de travail et autres formations, regroupements de services, déménagements dans la période est a minima contre-productif, voire scandaleux et carrément indigne.

Où est donc la justification de l'urgence à fermer les SIP-SIE de Briançon, d'Embrun et la trésorerie de l'Argentière ? Sauf à considérer que vous voudriez lâchement profiter du contexte sanitaire actuel pour avancer à marche forcée. Cela enverrait aux personnels et à leurs représentants un très mauvais signal, proche du mépris. Leur adresser des messages de remerciements pour leur engagement au service de nos concitoyens est une chose, tenir compte de leurs difficultés en est une autre. Il ne tient qu'à vous de montrer que le bon sens et le souci des personnels l'emportent, ce qui implique de fait une suspension immédiate des réformes en cours pour se concentrer sur les priorités gouvernementales actuelles de sécurité sanitaire.

Les organisations syndicales, **CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP05 et CFDT Finances Publiques** réitèrent, au nom des agents qu'elles représentent, la revendication de l'abandon des restructurations en cours, et a minima leurs suspensions immédiates.

Dans ces conditions, les représentants du personnel ici présents, refusent de siéger à ce CTL.